

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 5 mars 2024

DATE DE PUBLICATION : 13 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le douze mars, à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY - M. BARAY – Mme SOW — Mme CAYOUX - M. JOLIVET – Mme HENRY- M. OREN - M. RENOUF –Mme TORRES – M. FAURE - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme PHESOR à Mme BRANDON
- M. MALGHI à Mme PASCAUD
- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme MANAÏ-AHMADI à M. ÖZTÜRK
- Mme PATUREAU à Mme HEUGUES
- M. TAVARES à M. DEMAUMONT
- Mme PERIERS à M. GUEDJ

ABSENTS

- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA
- Mme PRIEUX
- M. BALABAN

EXCUSÉS

- Mme BAYRAM
- M. TOUANE

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme TORRES

OBJET :

Reconstruction du complexe sportif Paul Eluard

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20240314-DEL_2024_0418-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/03/2024

OBJET : Reconstruction du complexe sportif Paul Eluard

Directeur de secteur : Lise VANDENBUSSCHE

Service : SPORT

Affaire suivie par : Lise VANDENBUSSCHE/Pascale TRATJNEK

M. RAMBAUD : Le gymnase Paul Éluard, construit en 1972, est fermé depuis le 26 mars 2020 en raison de problèmes techniques et de son état de vétusté avancé. De fait, les scolaires (écoles et collège voisin) et les associations sportives locales sont dans l'impossibilité de pratiquer les activités physiques et sportives habituelles. Ceci occasionne des gênes non-négligeables pour ces acteurs qui trouvent parfois des solutions temporaires contraignantes.

C'est pourquoi, il a été décidé la reconstruction du complexe Paul Éluard sur le même site afin de permettre aux scolaires de pouvoir retrouver rapidement un lieu de pratique pour toutes les activités liées à l'enseignement de l'éducation physique et sportive (EPS); et d'offrir aux clubs et associations un nouvel équipement sportif, moderne et confortable, adapté aux nouveaux usages.

Ainsi, il est envisagé que ce nouvel équipement sportif soit composé de la manière suivante : un hall d'accueil avec salle de réunion, une salle multisport avec un espace de gradins, une salle pour les sports de combats, 4 vestiaires et des sanitaires, une infirmerie, des locaux de stockage, un local technique et un parking d'une dizaine de places de stationnement.

Par ailleurs, il a été préconisé de retenir la géothermie par sondes comme mode de chauffage afin de s'inscrire dans une démarche environnementale.

A titre d'information, la durée de l'opération est estimée à 48 mois décomposée en phases de conception et de réalisation, déconstruction de l'équipement comprise.

Le coût prévisionnel de cette opération (hors déconstruction) s'élève à 4.420.895,00 € H.T. avec le plan de financement prévisionnel suivant :

	Montants	Pourcentages
DEPENSES :		
Travaux	3.930.000,00 euros H.T.	
Maitrise d'oeuvre	490.895,00 euros H.T.	
	Total : 4.420.895,00 euros H.T.	
RECETTES :		
DETR/DSIL	884.179,00 euros H.T.	20,00 %
CD45 – volet 2	715.000,00 euros H.T.	16,17 %
CRST	1.000.000,00 euros H.T.	22,62 %
ANS	729.450,00 euros H.T.	16,50 %
ADEME/FEDER	112.000,00 euros H.T.	2,53 %
Autofinancement	980.266,00 euros H.T.	22,18 %
	Total : 4.420.895,00 euros H.T.	Total : 100 %

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2121-29 ;

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE La reconstruction du complexe sportif Paul Eluard

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	27	
Votes pour	27	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL*

et le compte-rendu de la présente délibération ont

été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12

du CGCT,

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de la date de sa publication.*

Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT



